
BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion



COMPAGNIE DU CAMBODGE

Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 25.497.733,80 €
Siège Social : 31/32 Quai de Dion Bouton 92800 Puteaux
552 073 785 R.C.S. Nanterre
INSEE 552 073 785 00024

AVIS PRÉALABLE DE RÉUNION

Les actionnaires sont informés que le Directoire se propose de les réunir **le vendredi 19 juin 2026, à 9 heures 30**, Tour Bolloré, 31-32 quai de Dion Bouton, à Puteaux (92800) en Assemblée générale ordinaire à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Rapport de gestion du Directoire – Rapport du Conseil sur le gouvernement d'entreprise – Rapports des Commissaires aux comptes – Présentation et approbation des comptes consolidés du Groupe arrêtés au 31 décembre 2025 et lecture du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés ;
- Approbation du rapport du Directoire, du Rapport du Conseil sur le gouvernement d'entreprise et des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 et lecture du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels ; quitus aux membres du Directoire ;
- Approbation d'une convention réglementée significative pour laquelle le Conseil de surveillance a été dans l'impossibilité de donner son autorisation ;
- Approbation des conventions réglementées ;
- Ratification de la cooptation de deux membres du Conseil de surveillance ;
- Renouvellement du mandat de membres du Conseil de surveillance ;
- Approbation des informations mentionnées à l'article L.22-10-9, I du Code de commerce sur renvoi de l'article L.22-10-20 telles que présentées dans le rapport de gouvernement d'entreprise - (Say on pay « ex post ») ;
- Approbation, dans le cadre des dispositions de l'article L.22-10-26, II du Code de commerce de la politique de rémunération des membres du Conseil de surveillance établie par le Conseil de surveillance – (Say on pay « ex ante ») ;
- Pouvoirs pour les formalités.

*

**

**RÉSOLUTIONS PRÉSENTÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
DU 19 JUIN 2026**

PREMIÈRE RÉSOLUTION (Approbation des comptes annuels de l'exercice 2025) - L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Directoire, du rapport sur le gouvernement d'entreprise qu'elle approuve dans tous leurs termes ainsi que du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 quitus de leur gestion à tous les membres du Directoire.

DEUXIÈME RÉSOLUTION (Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2025) - L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris acte de la présentation qui lui a été faite des comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2025 et du rapport des Commissaires aux Comptes, faisant apparaître un résultat net de 36,2 millions d'euros, dont 30,0 millions d'euros part du Groupe, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025 tels qu'ils lui sont présentés.

TROISIÈME RÉSOLUTION (Affectation du résultat) - L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve la proposition du Directoire et décide d'affecter le bénéfice distribuable de la façon suivante :

(en euros)

Résultat de l'exercice	150 604 367,74
Report à nouveau antérieur	574 361 164,00
Bénéfice distribuable	724 965 531,74
Dividendes	109 276 002,00
Au compte "Report à nouveau"	615 689 529,74

Le dividende à répartir au titre de l'exercice se trouverait ainsi fixé à 1,80 euro par action au nominal de 0,42 euro. Depuis le 1^{er} janvier 2026, les dividendes perçus par les personnes physiques fiscalement domiciliées en France supportent dès leur versement un prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8 % au titre de l'impôt sur le revenu (imputable sur le prélèvement forfaitaire unique dû l'année suivante) et un prélèvement de 18,6 % au titre des prélèvements sociaux, soit un prélèvement global de 31,4 %.

Peuvent demander à être dispensées du prélèvement forfaitaire de l'impôt sur le revenu (12,8 %) les personnes dont le revenu fiscal de référence de l'année précédente est inférieur à un certain montant (50 000 euros pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés, 75 000 euros pour les contribuables soumis à imposition commune). La demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'actionnaire, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant le paiement du dividende.

Au moment de leur déclaration, les dividendes peuvent également être soumis sur option, au barème progressif de l'impôt sur le revenu, après application d'un abattement de 40 %. Cette option donne lieu, le cas échéant, à une régularisation de l'impôt sur le revenu versé au titre du prélèvement forfaitaire unique.

Dans tous les cas, les dividendes perçus doivent être déclarés l'année suivant leur perception et peuvent donner lieu, le cas échéant, à un complément d'imposition au titre de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus. Les sommes ainsi distribuées seront mises en paiement le 29 juin 2026.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée générale prend acte de ce que les montants des dividendes par action, mis en distribution au titre des trois exercices précédents, ont été les suivants :

Exercice	2024	2023	2022
Nombre d'actions	60 708 890	559 735	559 735
Dividendes (en euros)	1,80 ⁽¹⁾	180,00 ⁽¹⁾	180,00 ⁽¹⁾
Montant distribué (en millions d'euros)	109,28	100,75	100,75

⁽¹⁾ Avant le 1^{er} janvier 2026, les dividendes perçus par les personnes physiques fiscalement domiciliées en France supportent dès leur versement un prélèvement forfaitaire unique (PFU ou flat tax) au taux de 30 %, soit 12,8 % au titre de l'impôt sur le revenu et 17,2 % au titre des prélèvements sociaux. Peuvent demander à être dispensées du prélèvement forfaitaire de l'impôt sur le revenu (12,8 %) les personnes dont le revenu fiscal de référence de l'année précédente est inférieur à un certain montant (50 000 euros pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés, 75 000 euros pour les contribuables soumis à imposition commune). La demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'actionnaire, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant le paiement du dividende. Au moment de leur déclaration, les dividendes peuvent également être soumis sur option, au barème progressif de l'impôt sur le revenu, après application d'un abattement de 40 %. Cette option donne lieu, le cas échéant, à une régularisation de l'impôt sur le revenu versé au titre du prélèvement forfaitaire unique. Dans tous les cas, les dividendes perçus doivent être déclarés l'année suivant leur perception et peuvent donner lieu, le cas échéant, à un complément d'imposition au titre de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus.

QUATRIÈME RÉSOLUTION (Approbation d'une convention réglementée pour laquelle le Conseil de surveillance a été dans l'impossibilité de donner son autorisation) - L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.225-86 du Code de commerce et statuant sur ce rapport, approuve la cession portant sur 175 parts sociales de Socarfi conclue entre la société et la Société Industrielle et Financière de l'Artois le 24 octobre 2025.

CINQUIÈME RÉSOLUTION (Approbation des conventions réglementées) - L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.225-86 du Code de commerce et statuant sur ce rapport, prend acte des déclarations qui y sont inscrites et en approuve les conclusions.

SIXIÈME RÉOLUTION (Ratification de la cooptation d'un membre du Conseil de surveillance) - L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ratifie la cooptation en qualité de membre du Conseil de Stéphanie Collinet décidée par le Conseil de surveillance lors de sa séance du 19 juin 2025, en remplacement de Céline Merle-Béral - démissionnaire, pour la durée restant à courir de son mandat, qui prendra fin à l'issue de la présente Assemblée.

SEPTIÈME RÉOLUTION (Ratification de la cooptation d'un membre du Conseil de surveillance) - L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ratifie la cooptation en qualité de membre du Conseil de Pauline Rossi décidée par le Conseil de surveillance lors de sa séance du 27 mars 2026, en remplacement de Jacqueline de Ribes - décédée le 30 décembre 2025, pour la durée restant à courir de son mandat, qui prendra fin à l'issue de la présente Assemblée.

HUITIÈME RÉOLUTION (Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de surveillance) - L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, et après avoir constaté que le mandat de Marie Bolloré arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

NEUVIÈME RÉOLUTION (Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de surveillance) - L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, et après avoir constaté que le mandat de Stéphanie Collinet arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

DIXIÈME RÉOLUTION (Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de surveillance) - L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, et après avoir constaté que le mandat de Pauline Rossi arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

ONZIÈME RÉOLUTION (Approbation des informations mentionnées à l'article L.22-10-9, I du Code de commerce sur renvoi de l'article L.22-10-20 du même Code telles que présentées dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise- Say on pay « ex post ») - L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise de la société visé à l'article L.225-68 du Code de commerce, approuve, en application de l'article L.22-10-34, I du Code de commerce, les informations mentionnées à l'article L.22-10-9, I du Code de commerce qui y sont présentées, telles qu'elles figurent dans le rapport annuel.

DOUZIÈME RÉOLUTION (Approbation de la politique de rémunération des membres du Conseil de surveillance établie par le Conseil de surveillance – Procédure de vote « ex ante ») - L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L.225-68 du Code de commerce décrivant les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux approuve, en application de l'article L.22-10-26, II du Code de commerce, la politique de rémunération des membres du Conseil de surveillance telle que présentée dans le rapport annuel.

TREIZIÈME RÉOLUTION (Pouvoirs pour les formalités) - L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

*
**

A] Formalités préalables pour assister à l'Assemblée générale ordinaire

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède peut prendre part à l'Assemblée générale ordinaire ou s'y faire représenter dans les conditions et selon les modalités fixées par la loi et les règlements.

Conformément à l'article R.22-10-28 du Code de commerce, le droit de participer à l'Assemblée générale ordinaire est subordonné à l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée générale à zéro heure, heure de Paris (soit le vendredi 12 juin 2026 à zéro heure) dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la Société par son mandataire CIC – Service Assemblées – 6 avenue de Provence – 75009 Paris.

Seuls les actionnaires justifiant de cette qualité au **vendredi 12 juin 2026 à zéro heure**, heure de Paris pourront, dans les conditions rappelées ci-dessus, participer à l'Assemblée générale ordinaire.

B] Modes de participation à l'Assemblée générale ordinaire

1. Pour les actionnaires désirant assister personnellement à l'Assemblée générale ordinaire, une carte d'admission à cette Assemblée sera délivrée par voie postale ou électronique de la façon suivante :

- 1.1. Demande de carte d'admission par voie postale** : demander une carte d'admission auprès de CIC, Service Assemblées - 6 avenue de Provence - 75009 Paris, ou se présenter le jour de l'Assemblée au guichet prévu à cet effet muni d'une pièce d'identité.
- 1.2. Demande de carte d'admission par Internet** : les actionnaires pourront accéder au site VOTACCESS via le site Actionnaire CIC Market Solutions à l'adresse <https://www.actionnaire.cic-marketsolutions.eu>.

Les actionnaires au nominatif pur devront se connecter au site Actionnaire CIC Market Solutions avec leurs codes d'accès habituels.

Les actionnaires au nominatif administré devront se connecter au site Actionnaire CIC Market Solutions à l'aide de l'identifiant de connexion internet et du mot de passe qui seront communiqués par courrier postal préalablement à l'ouverture du vote sur le site VOTACCESS.

Une fois sur la page d'accueil du site, ils devront suivre les indications à l'écran.

2. Vote par procuration ou par correspondance

2.1 Vote par procuration ou correspondance avec le formulaire papier (voie postale)

Le formulaire de vote par correspondance ou donnant pouvoir au Président est disponible sur le site de la Société.

Les actionnaires souhaitant voter à distance ou être représentés en donnant pouvoir au Président de l'Assemblée ou à un mandataire, pourront renvoyer le formulaire unique de vote à distance ou par procuration, qui leur sera adressé avec la convocation à l'adresse suivante : CIC – Service Assemblées – 6 avenue de Provence – 75009 Paris.

Les votes à distance ou par procuration ne seront pris en compte qu'à condition de parvenir à la Direction Juridique de la Société Compagnie du Cambodge – 31-32 quai de Dion Bouton – 92811 Puteaux Cedex, ou à CIC (à l'adresse indiquée ci-dessus) trois jours au moins avant la date de l'Assemblée générale (soit le lundi 15 juin 2026).

En application des dispositions de l'article R.225-79 du Code de commerce, la révocation d'un mandataire s'effectue dans les mêmes formes que celles requises pour sa désignation. En conséquence, les désignations ou révocations de mandataires exprimées par voie papier devront être réceptionnées au plus tard 3 jours avant la date de l'Assemblée générale, soit le lundi 15 juin 2026.

2.2 Vote par procuration et par correspondance par Internet

Les actionnaires ont la possibilité de transmettre leurs instructions de vote, et désigner ou révoquer un mandataire par Internet avant l'Assemblée générale ordinaire, sur le site VOTACCESS, dédié à l'Assemblée générale, dans les conditions décrites ci-après :

Actionnaires au nominatif (pur et administré) : l'actionnaire pourra accéder au site VOTACCESS via le site Actionnaire CIC Market Solutions à l'adresse <https://www.actionnaire.cic-marketsolutions.eu>.

Les actionnaires au nominatif pur devront se connecter au site Actionnaire CIC Market Solutions avec leurs codes d'accès habituels.

Les actionnaires au nominatif administré devront se connecter au site Actionnaire CIC Market Solutions à l'aide de l'identifiant de connexion internet et du mot de passe qui seront communiqués par courrier postal préalablement à l'ouverture du vote sur le site VOTACCESS.

Une fois sur la page d'accueil du site, ils devront suivre les indications à l'écran.

Après s'être connecté au site Actionnaire CIC Market Solutions, l'actionnaire au nominatif devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et voter ou désigner ou révoquer un mandataire.

*

Le site Internet VOTACCESS pour l'Assemblée générale ordinaire du vendredi 19 juin 2026 sera ouvert à compter du 29 mai 2026.

La possibilité de voter par correspondance, ou de donner pouvoir au Président par Internet avant l'Assemblée générale ordinaire prendra fin la veille de l'Assemblée à 15 heures, heure de Paris.

Afin d'éviter tout engorgement éventuel du site Internet VOTACCESS, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'Assemblée générale ordinaire pour saisir leurs instructions.

Conformément aux dispositions de l'article R.22-10-28 du Code de commerce, l'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée.

Il peut néanmoins céder tout ou partie de ses actions.

Cependant, si la cession intervient avant le cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée générale ordinaire à zéro heure, heure de Paris, la société invalide ou modifie, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir ou la carte d'admission. À cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie la cession à la Société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.

Aucune cession, ni aucune autre opération réalisée après le cinquième jour précédant l'Assemblée générale ordinaire à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, n'est notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la Société, nonobstant toute convention contraire.

C] Demande d'inscription de points ou de projet de résolution et questions écrites

1. Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour par les actionnaires remplissant les conditions prévues aux articles R.225-71 du Code de commerce ou les associations d'actionnaires répondant aux conditions fixées par l'article L.22-10-44 du Code de commerce, doivent être envoyées à la Société Compagnie du Cambodge – Direction Juridique – 31-32 quai de Dion Bouton – 92811 Puteaux Cedex, par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de vingt (20) jours à compter de la publication du présent avis.

Les demandes doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte qui justifie de la possession ou de la représentation de la fraction du capital exigée par la réglementation en vigueur.

L'examen par l'Assemblée générale ordinaire des résolutions ou des points qui seront présentés est subordonné à la transmission par les auteurs de la demande d'une nouvelle attestation justifiant de l'inscription en compte des titres dans les mêmes comptes au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.

2. Conformément à l'article L.225-108 du Code de commerce, tout actionnaire peut poser des questions écrites au Directoire à compter de la mise à la disposition des actionnaires des documents nécessaires pour leur permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche des affaires de la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la société Compagnie du Cambodge – Direction Juridique – 31-32 quai de Dion Bouton – 92811 Puteaux Cedex au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée générale.

Conformément aux dispositions de l'article R.225-84 du Code de commerce, elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Conformément à la législation en vigueur, une réponse commune pourra être apportée à ces questions dès lors qu'elles présenteront le même contenu ou porteront sur le même objet.

D] Droit de communication des actionnaires

- Tous les documents et informations prévus à l'article R.22-10-23 du Code de commerce peuvent être consultés au plus tard sur le site de la Société www.compagnie-du-cambodge.com à compter du vingt et unième jour précédant l'Assemblée générale.
- Les documents devant être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre de l'Assemblée générale seront disponibles dans les délais légaux à la Direction Juridique de la Société Compagnie du Cambodge 31-32 quai de Dion Bouton, 92811 Puteaux Cedex.

E] Retransmission audiovisuelle

Conformément aux dispositions des articles L.22-10-38-1 et R.22-10-29-1 du Code de commerce, l'Assemblée générale fera l'objet, dans son intégralité, d'une retransmission audiovisuelle en direct disponible sur le site Internet de la Société (www.compagnie-du-cambodge.com : rubrique « Assemblée générale »).

Un enregistrement de l'assemblée générale sera consultable sur le site internet de la Société dans les conditions prévues par les dispositions applicables.

Le Directoire